

Ma Communauté  
de Communes

**ARRETE DU PRESIDENT N° 2022- A- 01**  
**portant délégation de signature du Président**  
**à Monsieur Cédric BOIZEAU**  
**Directeur du Pôle Développement et Transitions**

**Le Président de la Communauté de Communes Aunis Sud,**

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5211-9 ;

**Vu** la délibération n°2020-07-04 du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020 portant  
élection du Président,

**Considérant que** Monsieur Cédric Boizeau, directeur du pôle Développement et Transitions,  
peut bénéficier d'une délégation de signature dans les domaines précisés par le présent  
arrêté,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Le Président de la Communauté de Communes Aunis Sud donne, sous sa surveillance et sa  
responsabilité, délégation de signature à **Monsieur Cédric BOIZEAU**, directeur du pôle  
Développement et Transitions, pour les documents pris au nom de la Communauté de  
Communes Aunis Sud et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines  
suivants pour son pôle :

*En matière juridique :*

- *Correspondances n'entraînant pas de pouvoir de décision, les transmissions de toute nature, ainsi que les copies conformes de tous documents ;*
- *Accusés de réception et attestations afférentes aux demandes et réclamations visées par la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans les relations avec les administrations ;*
- *Dépôts de plaintes relatives aux dégâts occasionnés aux immeubles et au domaine public communautaires, par un tiers non identifié.*

*En matière financière :*

- *Bons de commandes et/ou engagements de dépenses pour des fournitures, prestations de services ou travaux, dans la limite de 4 000 € H.T. ;*
- *Le visa des certificats de paiement et des factures ou mémoires à titre de vérification et de certification des services exécutés.*

## AR Prefecture

017-200041614-20220920-2022A01-AR  
Reçu le 22/09/2022  
Publié le 22/09/2022

En matière de ressources humaines :

- Autorisations de départ en congés, en journées ou en heures de récupération du temps de travail, autorisations d'absences pour événements familiaux ;
- Bulletins d'inscription aux stages de formation des agents ;
- Ordres de mission pour les déplacements ponctuels des agents ;
- Etat de frais de déplacements ;
- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels en qualité de n+1 ou de n+2.

Pour la préparation de réunions de commissions :

- Convocations et ordres du jour des réunions de commissions et groupes de pilotage en cas d'absence ou d'empêchement du Président, des Vice-Présidents et des Conseillers Délégués.

### **ARTICLE 2 :**

Les documents signés par le titulaire de la délégation doivent comporter la mention « Par délégation » et le nom de l'agent.

### **ARTICLE 3 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

### **ARTICLE 4 :**

Cette délégation peut être rapportée à tout moment et sa validation ne saurait, en tout état de cause, dépasser l'expiration du mandat de l'élu l'ayant accordée ou la fin de l'exercice des fonctions de Directeur de Pôle par **Monsieur Cédric BOIZEAU**.  
**Monsieur Cédric BOIZEAU** ne pourra en aucun cas subdéléguer sa signature.

### **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication : le jeudi 22 septembre 2022  
Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés.

### **ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

### **ARTICLE 7 :**

Le Président et le Directeur Général des Services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont ampliation sera adressée au :

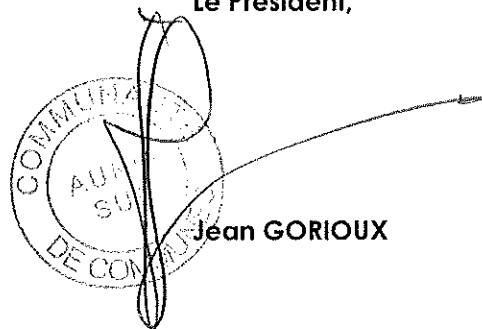
- Représentant de l'Etat,
- Comptable de la collectivité,
- Directeur Général des Services de la Communauté de Communes Aunis Sud.

**AR Prefecture**

017-200041614-20220920-2022A01-AR  
Reçu le 22/09/2022  
Publié le 22/09/2022

Fait à Surgères, le 20 septembre 2022

**Le Président,**



**Jean GORIOUX**

Notifié le :  
Signature de l'agent

**Télétransmission de la décision en préfecture,**

sous le numéro : 017-200041614-2022

le :

**Date de publication** sur le site internet de la Communauté de Communes Aunis Sud :

**Auteur de l'acte** : Jean GORIOUX Président de la Communauté de Communes Aunis Sud

**Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois suivant la publication et/ou la notification. Le recours peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). L'arrêté peut également faire l'objet d'un recours administratif auprès du Président dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.

**AR Prefecture**

017-200041614-20220920-2022A01-AR  
Reçu le 22/09/2022  
Publié le 22/09/2022